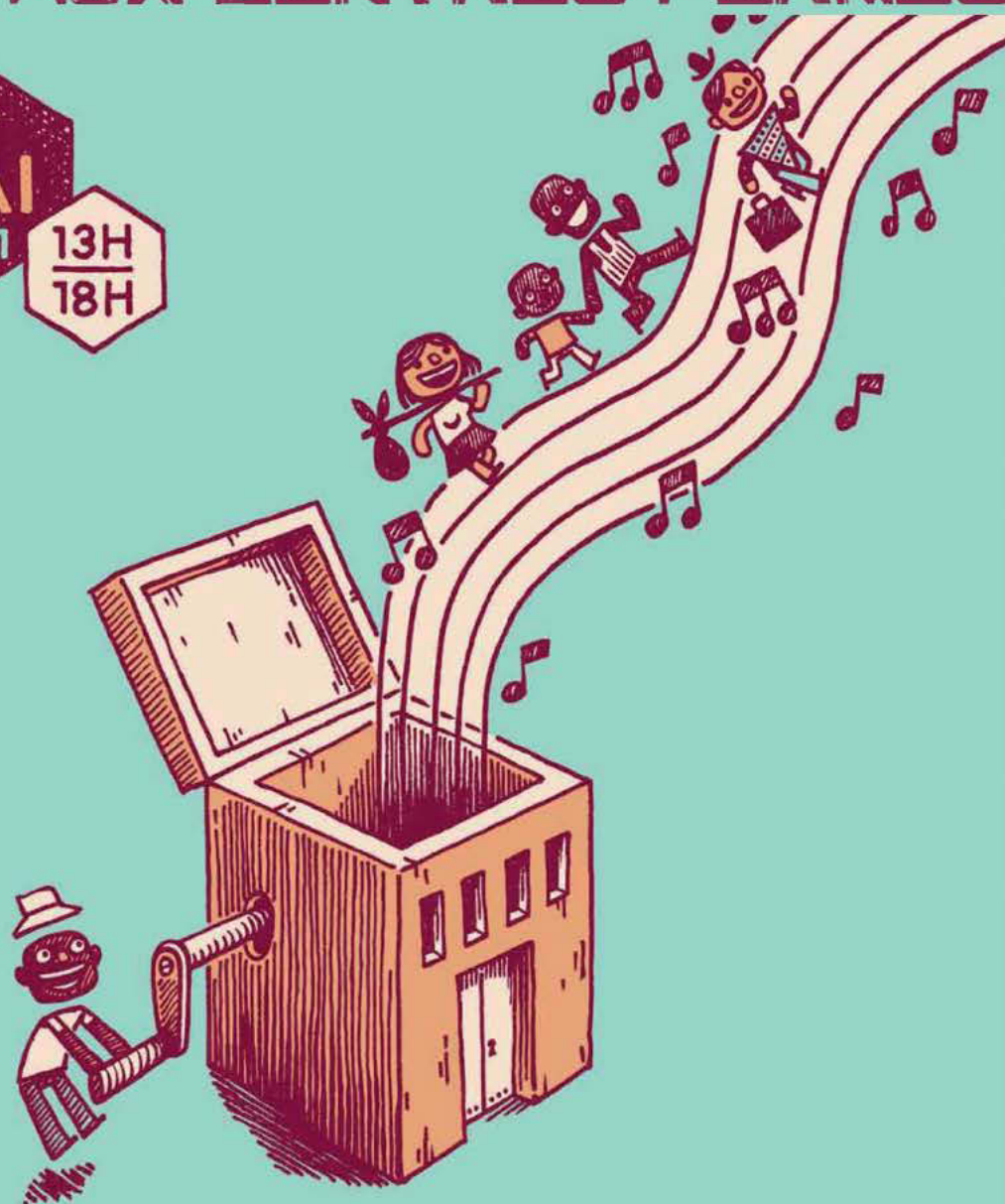


BIENVENUE AU STEENROCK 2011 NON AUX CENTRES FERMES

7
MAI
2011 13H
18H



★ STEENROCK ★

FAITES DE LA MUSIQUE, PAS DES CENTRES FERMÉS!

CONCERTS GRATUITS DEVANT LE CENTRE FERMÉ 127 BIS DE STEENOKKERZEEL

★ DJ SARGENTO (SERGENT GARCIA) ★
★ TURDUS PHILOMELOS ★ SKARBONE 14
★ TERRA BRAZIL ★ JUPITER ET MA SHI FAÏ
★ LA CLINIK DU DOCTEUR POEMBAK ★
★ DAN-T ★ LES VRAIS MAJORS ★ ERLAND
★ JAH MAE KAN ★ WWW.MYSPACE.COM/STEENROCK

RENDEZ-VOUS
11H00: VELO
ARCADES DU CINQUANTAIRE
11H40: TRAIN
GARE CENTRALE (BXL)
12H00:
SUR PLACE: GARE DE
NOSSEGEM
TITOM

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| . BIENVENUE AU STEENROCK 2011 | 4 |
| . PRESENTATION DES CENTRES FERMES DE BELGIQUE | 9 |
| . 20 FEVRIER 2011 : EMEUTE AU 127BIS | 14 |
| . PORTRAITS | 19 |
| . SOINS MEDICAUX : TEMOIGNAGES | 25 |
| . DES DETAILS (?) | 27 |
| . 101 RAISONS DE CONDAMNER LES CENTRES FERMES | 28 |

Steenokkerzeel



VLAAMSE GEMEENTE

BIENVENUE AU STEENROCK 2011

Faites de la musique, pas des centres fermés !

A l'origine, un rêve. Celui de faire un concert en soutien aux sans papiers et en manifestation contre l'existence des centres fermés. Mais pas n'importe où... Si on amenait le public, les artistes, la scène et les amplis là où la politique belge (européenne et plus...) veut nous faire oublier qu'elle a de quoi rougir de honte ! Si on chantait et dansait là où tout espoir semble perdu ? Et si on allait faire de la musique devant le centre 127 bis de Steenokkerzeel ? Notre objectif sera multiple : offrir aux enfermés un peu de chaleur (aussi dérisoire soit-elle...), faire découvrir à un public nouveau la triste réalité de ces centres-prisons pour étrangers, faire entendre aux autorités une fois de plus notre dégoût total face à ces lieux inhumains et faire relayer l'info à travers la presse. La devise se veut simple, pacifique mais forte : faites de la musique, pas des centres fermés !

En 2011 en Belgique, des personnes innocentes sont encore et toujours enfermées dans des centres fermés, défiant ainsi tout respect des droits humains fondamentaux.

Ces lieux d'incarcération sont nés suite au dimanche noir de 1991 où l'extrême droite réalise une percée sans précédent. Ils sont introduits en 1993 dans notre législation, sous le motif de pouvoir mieux organiser le rapatriement ou le refoulement des intéressés vers leur pays d'origine.

Aujourd'hui, ils font peut-être rêver nos politiques qui, surfant sur la vague xénophobe, brandissent le spectre du sans-papier et rassurent ainsi une population en proie aux angoisses liées à la crise monétaire internationale menaçant leurs statuts ou pire, les privant d'un emploi. **Les centres fermés ne représentent pourtant qu'une solution chimérique** pour faire croire à la population que



l'immigration est gérée et contrôlée. En réalité, ils sont surtout synonymes de traitements inhumains et dégradants. Ceux qui ont vu le film *Illégal* le savent désormais.

Cette situation intolérable réveille depuis longtemps les indignations et un véritable mouvement de protestation s'est créé de l'autre côté des barbelés. C'est ainsi que depuis plusieurs années, en plus des visites d'ONG et autres associations autorisées, les événements de soutien aux enfermés se succèdent, comme par exemple les visites dans les centres, les distributions de cadeaux et de cartes téléphoniques pour la Saint-Nicolas ou la Saint-Valentin, les manifestations ou encore les journées "Faites du vélo, pas des centres fermés".

Dans cette optique militante, une idée s'est formée dans le chef d'un groupe de citoyens : celle d'**organiser un concert devant le 127bis** de Steenokkerzeel. C'est ainsi qu'en avril 2010 s'est tenue la



première édition du Steenrock. L'idée très simple, résumée par notre slogan **Faites de la musique, pas des centres fermés !, a convaincu puisque plus de 300 personnes se sont déplacées** pour le chanter haut et fort devant les grilles du 127bis! Du jamais vu à Steenokkerzeel, de l'évasion musicale pour les détenus et une vraie prise de conscience de la triste réalité carcérale des centres fermés pour une série de participants.

Ce bilan si positif nous a incité à recommencer cette année, avec une affiche encore plus alléchante. Pour leur soutien et leur solidarité, **merci aux artistes, aux associations et aux bénévoles** sans lesquels cette journée n'aurait pu avoir lieu. **Merci à vous qui nous lisez** pour votre mobilisation. On compte sur vous toujours plus nombreux l'an prochain, nous ne nous arrêterons pas avant la fermeture complète et définitive des camps !
Hasta la victoria siempre !

La CRER

PROGRAMME

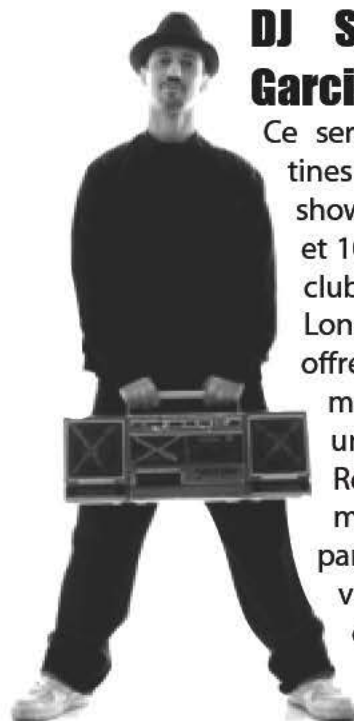
- 11h : Départ à vélo sous les arcades du Cinquantenaire ou
- 11h40 : Départ en train de la Gare Centrale (vers la gare de Nossegem)
- 12h : Rdv à la gare de Nossegem, cortège en fanfare jusqu'au 127bis
- 13h – 18h : Concerts devant le centre fermé :
DJ Sargento (Sergent Garcia) – Turdus
Philomélos – Skarbone14 –
Jupiter & Ma Shi Fai – Jah Mae Kân –
Terra Brazil – La Clinik du Dr Poemback
– Erland – Dan T – Les vrais Majors

Orateurs invités :
Jean-Michel Heuskin
et Benoît Vandermeersch

En plus:

- bar et petite restauration
- stands d'informations tenus par les associations partenaires
- atelier grimages pour les enfants.

ARTISTES



<http://www.sergentgarcia.com/>

DJ Sargento (Sergent Garcia)

Ce sera Sergent Garcia aux platines qui viendra nous servir son show 100 % bonnes Vibrations et 100 % danse, bien connu des clubs de Paris, Valencia, Berlin, Londres... Dans ces séances, il offre une impeccable sélection musicale qui transporte dans un voyage sonore, allant du Reggae et du Hip Hop à la musique Latine, en passant par les sons les plus noirs provenant de l'Afrique. Le show, chargé de vibrations et d'énergie, va faire bouger les murs du 127 bis!

Turdus Philomelos



<http://www.turdus.be/>

Dans la musique des Turdus Philomelos, on croise des instruments bourdonnants et clownesques qui ne savent plus sur quel pied danser, des ritournelles à plates coutures et des musiciens en chanteurs. Un bon compromis à la belge entre funk rural et p'tit swing, folk pas traditionnel et klezmer douteux, reggae des prés et ragga des oies... Bref, une musique qui, sans détours, empruntera tous les chemins pour aller droit au cœur et au corps de tous les participants du Steenrock –dedans comme dehors.

Skarbone 14

Le groupe belge s'est forgé depuis 10 ans une réputation live indiscutable. Avec bonne humeur, simplicité et surtout une énergie explosive, le groupe a fait de la scène son terrain de jeu et a appris à ne faire qu'un avec son public. Un ska rock festif allié à des textes -en français- souvent engagés, parfois loufoques : voilà une combinaison volcanique qui va, à coup sûr, faire décoller les pieds et s'évader les esprits !



www.skarbone14.com

Jupiter & Ma Shi Fai

Fort d'un succès conséquent en Afrique de l'Ouest et d'une grande expérience scénique, Jupiter arrive en Belgique et s'unit rapidement aux membres de Ma Shi Fai afin de créer un reggae au carrefour des traditions jamaïcaines, africaines et occidentales. Le son de Ma Shi Fai et le charisme de son chanteur ont rapidement séduit le public et les ont conduit à se produire sur de nombreuses scènes belges.



<http://www.jupitermashifai.com/>



Dan-T

<http://www.dan-t.be/>

Parolier urbain à la plume affûtée, authentique et sensible, Dan-T est une voix à part dans le paysage musical belge. Accompagné de musiciens live sur scène, il développe un univers original entre hip-hop et slam, introspection et auto-dérision. On attend avec délectation ses mots aiguisés conter la vie en centres fermés ou autres joyeuses réalités migratoires...

Terra Brazil



<http://batucadaterrabrasil.blogspot.com/>

Ce groupe carnavalesque, composé des percussionnistes, danseurs et danseuses provenant de différentes régions du Brésil, va défiler au milieu du public, défier la foule avec son rythme endiablé, pour finir sans doute par déchaîner les pieds des plus timorés !

Jah Mae Kân

Jah Mae Kân est le « nom de plume » ou plutôt, le « masque de parole » d'un poète, slammeur et musicien. Il considère, comme dans les traditions négro-africaines, que poème est parole imagée-rythmée et destinée à exécution publique. Il se produit ainsi en des lieux très divers, et ce sera devant le 127bis qu'on l'entendra cette fois livrer sa parole.



<http://users.belgacom.net/tetraslyre/auteurs/jah-mae-kan2.htm>

Erland

Digne Guitare Acoustique De Rue Jouée Quelque Peu Différemment. C'est dans les catacombes de la métropole belge qu'Erland a développé sa sonorité vocale, en s'appropriant les vers de Bob, John, Neil et les autres. Son message est simple : quand vous êtes sur le chemin du boulot ou de toute autre destination : « prenez le temps de regarder la personne en face de vous et, quoi qu'elle fasse, SOUSRIEZ ! ».



<http://www.brXerland.be>

Les vrais majors

Dans un monde où la laideur est omniprésente, les Majors ont décidé de prendre la situation en main afin de rétablir l'équilibre. Sur les routes depuis des années, ils traversent villes et villages, continents, mers et montagnes pour permettre à chacun et à chacune de profiter d'un peu de beauté. Leur spectacle qui mélange le chant, la danse, les arts de la rue, la musique, la poésie et l'humour, forme une odyssée haute en couleurs dont on sort, sinon grandis, au moins de bonne humeur.



<http://www.lesvraismajors.be/>

La Clinik du Dr Poemback

Voilà quelques années que ces troubadours sèment la joie et la bonne humeur. Issus des quatre coins de la terre, ces 14 bruxellois(es) sont des musiciens passionnés, au seul objectif : « Rendre les gens heureux en leur proposant de (re)découvrir un répertoire de musique allant de reprises de tubes des années 80/90, à de la musique latino, tango, jazz, tzigane, techno... » Leur clinik musicale c'est des Dr. qui tentent de réanimer les souvenirs d'une musique enfouie dans votre subconscient, ou qui vous auscultent oreilles et doigts de pieds – si vous le voulez !



<http://www.myspace.com/dr.poembak>



PRESENTATION DES CENTRES FERMES DE BELGIQUE

Généralités

Plus de 8000 personnes transitent chaque année par les six centres fermés de notre pays. 44% des détenus sont finalement libérés, avec ordre de quitter le territoire, après plusieurs semaines ou plusieurs mois de détention.



Vue du centre 127 sur l'aéroport.
Rapport médiateur fédéral 2009

Toutes les nationalités des pays paupérisés et des pays d'Europe de l'est sont représentées. Ces dernières sont très présentes puisque 40% des étrangers expulsés sont issus de pays membres de l'Union européenne ou de candidats.

La situation juridique des personnes enfermées est très variée : demandeurs d'asile dont la demande est en cours de traitement, demandeurs d'asile déboutés, sans papiers arrêtés par la police, personnes « inadmissibles » arrêtées à la frontière. En théorie, la détention ne peut pas dépasser 5 mois (loi du 15 décembre 1980). En pratique, la durée de détention est illimitée, puisque le compteur est remis à zéro après l'échec d'une tentative d'expulsion.

Ces hommes et femmes sont privés de leur droit fondamental d'aller et venir sur simple décision administrative, sans jugement et sans avoir commis aucun délit. Comment cette détention se justifie-t-elle ? La loi du 15 décembre 1980 le précise : « la détention, la mise à disposition du Gouvernement et le maintien ne constituent pas des sanctions mais des moyens d'exécution d'une mesure d'éloignement ». Les centres fermés, une machine à expulser.

Régime

Les centres fermés sont des lieux hautement sécurisés. Les chambres et les détenus sont fouillés constamment, les détenus ont un matricule et sont surveillés en permanence. Les horaires sont stricts et pénibles.

La principale différence avec les prisons est le régime de groupe qui est appliqué en centre. Cette application est variable d'un centre à l'autre, ce qui entraîne une inégalité de traitement injustifiée entre les détenus. Merksplas est le centre où le régime collectif est le plus strict : il y est impossible de se retrouver seul, même les douches s'y prennent ensemble. Notons que le régime de groupe n'empêche pas la séparation des couples à Bruges, où ils ont seulement droit à une heure de parloir par jour.

Les conditions de vie dans les centres fermés sont particulièrement humiliantes et traumatisantes. L'étranger ne reçoit que très peu d'informations et d'explications sur sa situation et ses droits, ne connaît pas la durée de sa détention ni son issue, vit dans la peur d'une expulsion pouvant survenir à tout moment, et n'a que très peu de contacts avec l'extérieur.

Le médiateur fédéral a proclamé que le centre de Merksplas et le 127, dans leur ensemble, étaient contraires aux droits de l'homme en raison des conditions de vie qui y sont établies.



La grille du dortoir est fermée à 21h30 à Merksplas.
Rapport médiateur fédéral 2009

Cachots

Les étrangers détenus peuvent être placés en cellule d'isolement. Il s'agit d'un cachot de 2 x 3 mètres avec un matelas, une couverture et une toilette, parfois sans fenêtre. La loi prévoit que les étrangers peuvent y être enfermés jusqu'à 5 jours, en guise de sanction, s'ils troublent l'ordre du centre.

L'usage des cachots n'est pas limité à la punition. La veille d'une tentative d'expulsion, l'étranger est le plus souvent mis au cachot pour une douzaine d'heures afin de briser ses capacités de résistance et d'éviter que son état de stress n'affecte les autres détenus.

Expulsions

La première tentative d'expulsion se déroule généralement sans violence physique. Le détenu qui parvient à résister aux pressions psychologiques est ramené au centre fermé.



Porte d'une cellule d'isolement à Bruges

La deuxième tentative se fait sous escorte policière spécialisée. A partir de là, l'usage de la violence est systématique et croît à chaque nouvelle tentative d'expulsion. Dès la troisième tentative, les policiers sont autorisés à saucissonner et à bâillonner le prisonnier. Les moqueries et injures raciales sont constantes.

En 2010, au 127bis, l'imposition du port de couche-culotte pendant les expulsions a été dénoncée. Malgré les photos, le ministre de l'immigration, M. Wathelet, s'est contenté de nier l'existence de cette pratique.

Finalité :

Officiellement, la machine des centres fermés a pour but l'expulsion des étrangers en situation irrégulière, pièce d'une politique sécuritaire destinée à supprimer la clandestinité. Statistiquement pourtant, le recours aux centres fermés est parfaitement inefficace pour réguler l'immigration. En effet, le nombre d'expulsions, bien qu'il soit incroyablement élevé ne sera jamais suffisant pour enrayer l'immigration clandestine.

Le rôle réel des centres fermés est en tout point comparable à celui des prisons : la peine de prison a pour but de susciter la crainte chez ceux qui auraient l'intention de commettre les mêmes actes



que les condamnés. De même, le but des centres fermés n'est pas de mettre un terme à la clandestinité mais de décourager, autant que possible, les migrants potentiels.

Ensuite, la peine de prison a pour but de rassurer la population sur le sort réservé aux délinquants. De même, la détention administrative a pour objectif de rassurer les électeurs sur le sort réservé aux migrants illégaux, sur la possibilité de leur contrôle. Enfin, le rôle de la prison est aussi de punir les délinquants. De même, les similitudes inutiles qu'entretiennent les centres fermés avec les prisons ont pour but d'infliger une peine aux étrangers. La détention en centre laisse des marques bien plus douloureuses que la prison, eu égard au sentiment d'injustice vécu par les détenus et aux spécificités de ce type de détention.

Consciemment ou non, il est indispensable de percevoir les migrants illégaux comme des délinquants pour légitimer les centres fermés. En opposition absolue avec cette perception, la CRER condamne leur existence et réclame leur fermeture immédiate et sans condition.

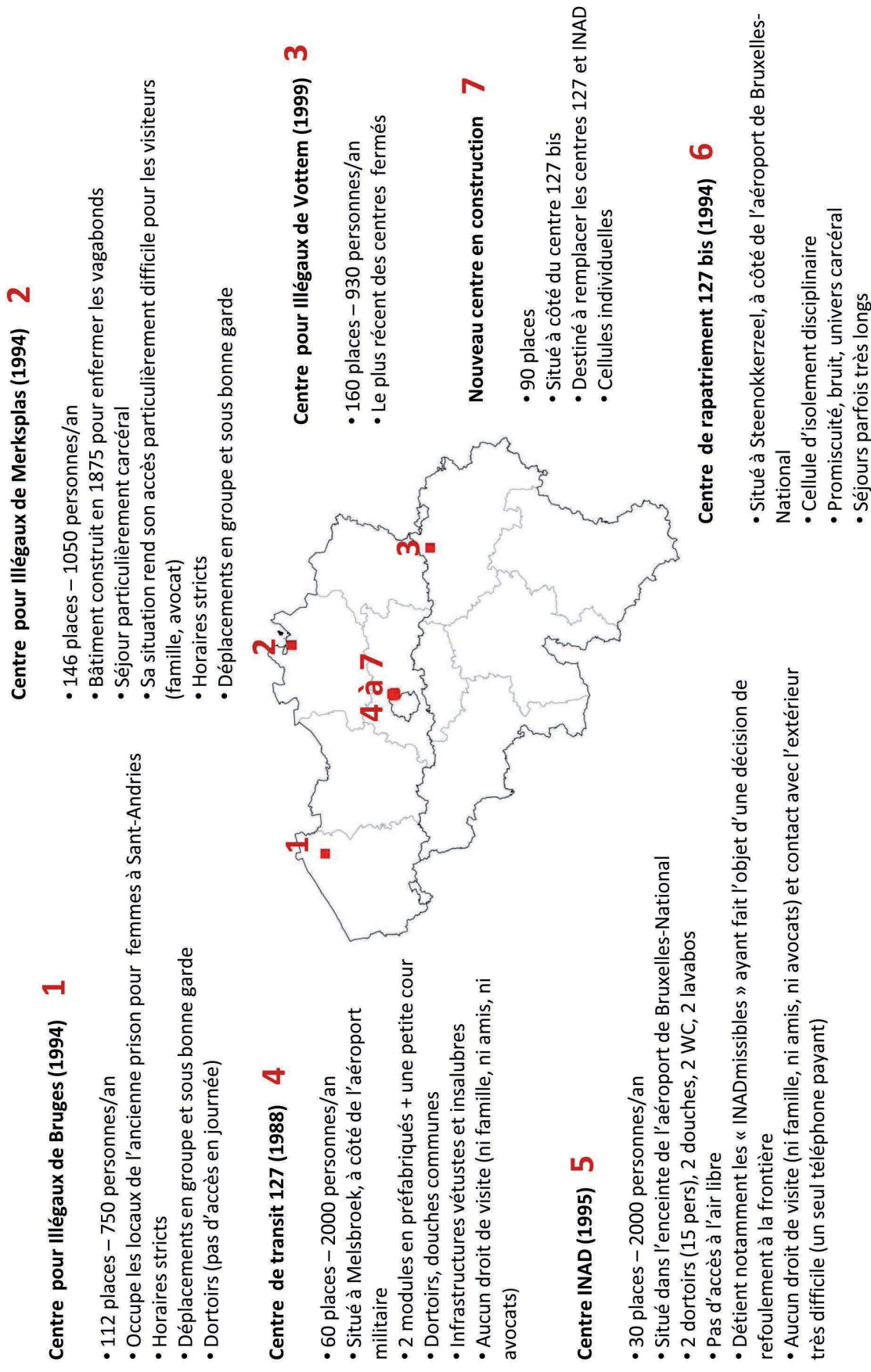
Nouveau centre : « La Caricole »

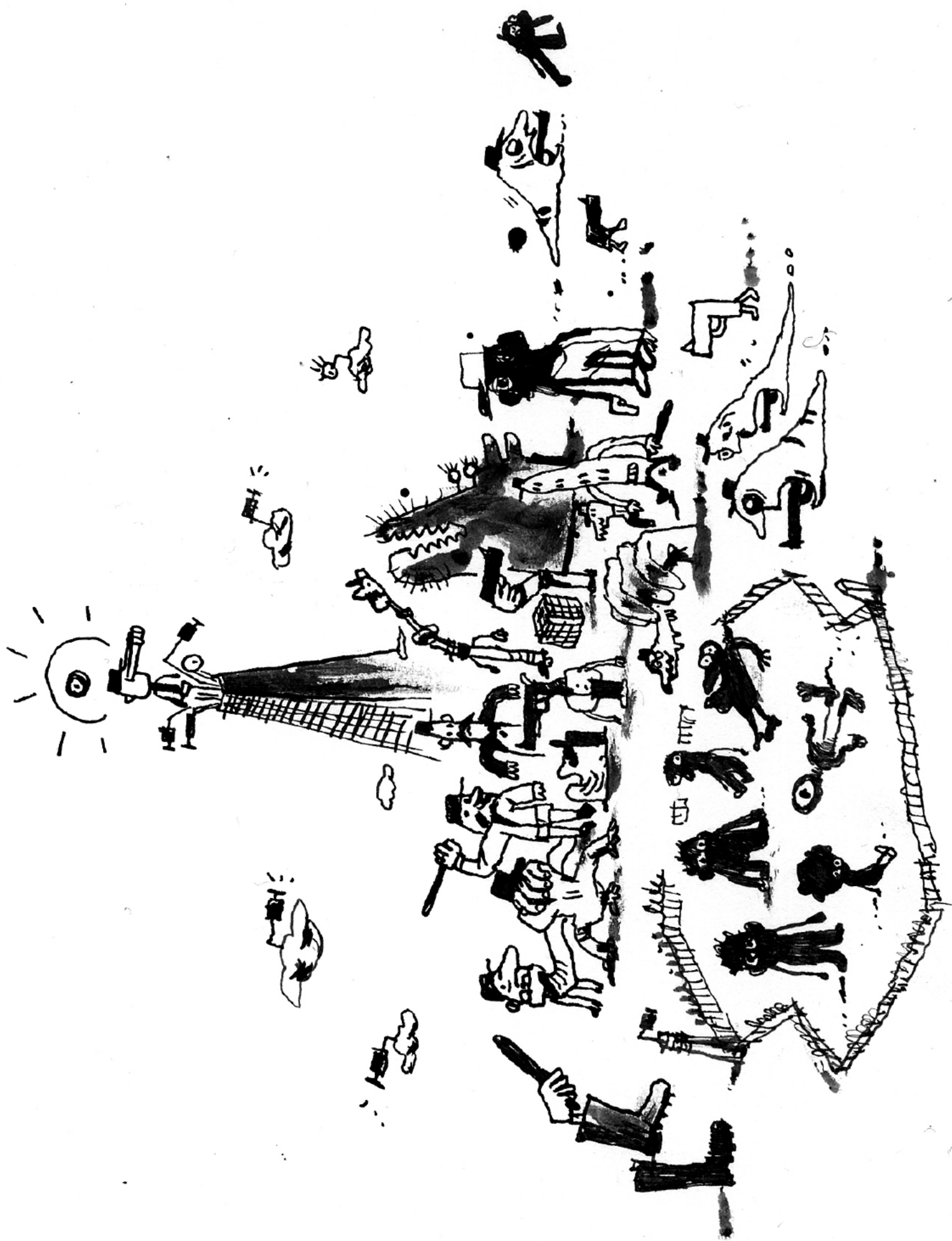
Le plus ancien des centres, le 127, date de 1988. Il est composé de deux petits pavillons en préfabriqués. Le gouvernement disait à l'époque qu'il était provisoire et qu'il n'était pas conçu pour durer plus de 4 ans. 23 ans plus tard, il est toujours là. L'insalubrité et la promiscuité qui règnent dans ce lieu ont valu à la Belgique de virulentes critiques de la part des ONG.

« La Caricole » devrait remplacer le 127 et le centre INAD tout aussi critiqué. (ex : insalubrité, pas de droit de visite, pas d'accès à l'air libre) Un marché d'une valeur de départ de 11 millions d'euros a été signé. Brussels Airport est propriétaire du bâtiment loué par l'Etat belge pour 36 ans. Le centre, appelé aussi 127 ter, devrait entrer en fonction en juin 2011.



CARTE DES CENTRES FERMES DE BELGIQUE





20 FEVRIER 2011 : EMEUTE AU 127 BIS

Le gouvernement fédéral est seul responsable de l'émeute au 127 bis !

Pour la CRER, la responsabilité des événements du 20 février 2011 revient intégralement au gouvernement belge et à son acharnement arbitraire contre les immigrés en situation irrégulière honteusement enfermés et menacés d'expulsion. Nous ne pouvons tolérer que Melchior Wathelet se décharge de ses responsabilités en reportant la faute sur les militants venus exprimer leur solidarité aux victimes d'une politique populiste et xénophobe.

Voici un compte-rendu succinct des événements qui ont entouré la révolte des détenus du centre fermé 127bis de Steenokkerzeel le 20 février 2011



<http://t0.gstatic.com/images>

Mohamed El Sayed est un jeune Egyptien né à Tanta en 1989. A 16 ans, il quitte son pays pour l'Italie. Il y est arrêté et reçoit un ordre de quitter le territoire. Il quitte l'Italie pour l'Allemagne. Il n'y connaît personne mais pense pouvoir y trouver du travail. Après quelques mois, il est enfermé et est renvoyé vers l'Italie responsable de son cas selon le règlement européen Dublin II. Il est libéré et travaille trois mois sur le marché de Rome avant d'être arrêté à nouveau et d'être relâché une fois de plus avec ordre de quitter le territoire. Trois ans après son départ, il arrive en Belgique, le 24 août 2008, après un passage en France. Il trouve à

Hasselt un petit travail au noir dans la restauration. Il est arrêté par la police belge et est renvoyé en Italie. Peu de temps après Mohamed rejoint à nouveau la Belgique. Suite à un contrôle d'identité, il est par hasard interpellé et emmené au 127bis fin février 2011. Au centre, il est décrit par ses codétenus comme un garçon très gentil mais souffrant à l'évidence de troubles psychologiques.

Le 11 février, Mohamed apprend que l'Italie accepte un nouveau renvoi vers Rome. Celui-ci est programmé pour le 16 février puis est apparemment reporté la semaine suivante. Il est de plus en plus agité. Le 15 février, suite à des insultes proférées à une gardienne du centre fermé, il est menotté et conduit en cellule d'isolement. La CRER est alertée par un SMS : « Hello, la nuit dernière, un accident s'est produit ici au centre fermé. 4 gardiens ont emmenés un prisonnier au sous-sol dans une chambre à part, ils l'ont torturé et lui ont fait des marques sur le corps. Juste pour l'avertir de ne plus revenir en Belgique s'ils le font partir. Ils lui ont dit que si tu rejettes le vol on te battra encore plus et si tu penses à revenir encore en Belgique on te battra. Ils ont dit que tu dois rester en Italie. ». Plusieurs détenus disent avoir été choqués par le comportement des gardiens. Ils rapportent les hurlements de Mohamed et les menaces et injures qui lui ont été adressées. Selon l'Office des Etrangers, il n'y a eu aucun débordement de la part du personnel du centre. « Dans le local d'isolement, il (Mohamed) s'est montré agressif, a détruit matelas et draps, empêchant le personnel d'exercer le contrôle visuel en recouvrant la lucarne. Il a déchiré violemment son T-



Le 127bis en feu le 23 août 2008.



<http://t3.gstatic.com/images>

shirt, s'occasionnant des traces rouges sur le corps et a tenté de s'étrangler avec des pièces de tissu. »

Pour protester contre le traitement infligé à Mohamed, de nombreux détenus démarrent une grève de la faim, le mercredi 16 février, rejoignant ainsi Mustapha et Manga en grève depuis respectivement 7 et 13 jours. La grève de ces derniers s'inscrit dans un mouvement initié autour de la mi-janvier pour protester contre les détentions et les expulsions. Les conditions de détention sont aussi fortement critiquées. En particulier, les détenus se plaignent de la médiocrité de l'alimentation et des soins médicaux. Selon l'Office des Etrangers, les grévistes auraient recommencé à manger le lendemain. Des personnes en visite au centre confirment cela tout en rapportant que deux hommes au moins auraient continué à jeûner jusqu'au week-end. Un visiteur de passage le 16 février témoigne du climat régnant au centre ce jour de grève collective: *« La tension était extrême au centre mercredi. Lorsque nous sommes arrivés, il y avait une ambulance et une camionnette et beaucoup de mouvements des gardes et du personnel du centre devant l'entrée. Le personnel était extrêmement désagréable contrairement à l'habitude où il est correct. Enormément de personnes étaient à la visite. On nous a fait*

attendre et nous sommes arrivés dans la salle des visites avec 15 minutes de retard. »

Plus tôt cette semaine là, dans la nuit du 12 au 13 février, six Arméniens tentent de s'évader du centre. Le lendemain matin, tous les détenus sont envoyés dans la cours dans le froid. Toutes les chambres seront fouillées une à une pendant deux heures. Plus tard dans la semaine, le vendredi 18 février vers 22h, une militante de la CRER reçoit un message: *« Ce soir, certains détenus sont dans une mauvaise situation, ils ont avalés des aiguilles et des lames Gillette. Ils ont été emmenés en ambulance. Je te dirai demain s'ils sont morts ou non. Bye. »* D'autres détenus ont confirmé par téléphone la venue d'ambulances.

Dimanche 20 février 2011, une quarantaine de manifestants sont rassemblés devant le centre fermés. Ils viennent protester contre la violence à l'égard de Mohamed et soutenir les grévistes de la faim. Une émeute éclate alors dans le centre. Les détenus saccagent les sanitaires, l'éclairage et les dortoirs et boutent le feu à l'une des chambres. Certains montent sur les toits, d'autres tentent d'escalader les grilles. Deux hommes menacent de se pendre avec leurs draps en se jetant par la

fenêtre. Une militante de la CRER reçoit un appel de la part d'un détenu qui lui dit « *je sais plus quoi faire ici, c'est le bordel ce soir ! Je te jure, je vais sauter !* », avant de raccrocher. Un renfort policier, un hélicoptère et les pompiers sont appelés pour rétablir l'ordre. Dans la confusion, un jeune Algérien parvient à s'échapper. 42 détenus sont transférés vers les autres centres du royaume. Mohamed est envoyé à Bruges.

Le lendemain, lundi 21 février, le secrétaire d'Etat en charge de l'immigration, Melchior Wathelet, se rend au centre pour évaluer la situation. Aux journalistes qui l'accompagnent (les médias ne peuvent en principe pas entrer dans les centres fermés), il déclare que ce sont les manifestants qui sont à la base de la révolte : « *C'est une manifestation extérieure au centre organisée par un groupement d'extrême gauche qui a excité les résidents*

mettant ainsi en danger à la fois le personnel et les résidents eux-mêmes ». Le ministre a en outre exprimé son soutien aux membres du personnel du centre qui, selon ses termes, ont dû faire face à une situation très difficile. Freddy Roosemont, directeur de l'Office des Etrangers, impute également la responsabilité des troubles aux manifestants et parle d'actes de vandalisme. Egalement interrogée par la RTBF, la directrice du centre, Carla De Becker, ne mentionne, elle non plus, aucun élément d'actualité du centre et se contente de dire qu'aucune violence n'a jamais été commise dans son établissement même si, reconnaît-elle, l'usage de la force est parfois nécessaire. Il a été déclaré que le centre 127bis fermera ses portes durant deux à trois mois le temps que soient effectués des travaux de réparation qui s'élèvent à 150.000 euros selon l'Office des Etrangers.

<http://bxl.indymedia.org/articles/1092>



QUESTIONS

A MELCHIOR WATHELET

Suite aux troubles qui se sont déroulés au centre fermé 127bis le 20 février 2011, la CRER demande à Monsieur le Secrétaire d'Etat en charge du séjour et de l'immigration, Melchior Wathelet, de répondre aux questions suivantes :

P Monsieur le Ministre, confirmez-vous que les faits suivants se sont bien passés:

- l'isolement de Mohamed El Sayed,
- les menaces et violences dirigées contre lui le mardi 15 février,
- les grèves de la faim successives depuis la mi-janvier,
- les grèves de la faim en soutien à Mohamed El Sayed depuis le 16 février,
- les tentatives d'évasion des arméniens du 12 février,
- l'hospitalisation de certains détenus suite à des automutilations ?

P Monsieur le Ministre, pouvez-vous nous donner des nouvelles de Mohamed El Sayed ? Allez-vous mener une enquête sur la façon dont s'est déroulée sa mise en isolement le 15 février ? Si oui, est-ce qu'elle sera rendue publique ? Mohamed El Sayed a-t-il été vu par un médecin ? Ses codétenus et des visiteurs le disent visiblement perturbé, ce qui se comprend aisément au vu de son parcours (garçon de 21 ans dont on a la preuve qu'il a quitté son pays seul à 16 ans, qu'il a déjà voyagé dans quatre pays européens sans ressources, qu'il s'est fait plusieurs fois arrêter et expulser). N'est-il pas raisonnable, selon vous, de considérer comme une faute le fait de ne pas l'avoir fait examiner par un psychologue ?

P Monsieur le Ministre, pouvez-vous nous dire quel est le suivi médical assuré pour les grévistes de la faim dans un centre fermé ?

P Monsieur le Ministre, selon votre déclaration à la presse, la cause de la révolte du 20 février serait la manifestation qui s'est tenue ce jour-là devant les grilles du 127bis. Pourtant, plusieurs manifestations similaires ont lieu chaque année devant le centre sans que cela n'entraîne une telle réaction de la part des détenus. Pour quelles raisons cette manifestation, qui a réuni à peine 40 personnes, aurait-elle eu cet effet cette fois-ci ? Les causes de l'émeute ne sont-elles pas plus sérieusement à rechercher dans les faits que nous avons énoncés -en particulier l'isolement de Mohamed El Sayed et les grèves de la faim qui l'ont suivi- de sorte que la manifestation ne doive être considérée que comme un élément déclencheur ? Si oui, pour quelles raisons ne pas avoir informé du climat actuel au 127bis aux journalistes de la RTBF et de RTL ?

P Monsieur le Ministre, les événements qui se sont déroulés au 127 bis durant ce mois de février se sont déjà produits dans le passé. Le 23 août 2008, par exemple, une trentaine de détenus se sont révoltés. Sans aucune violence vis-à-vis des personnes, ils ont saccagé le centre et mis le feu à leurs chambres détruisant deux des trois ailes du centre. Beaucoup ont tenté de s'évader. Depuis 2007, la CRER recense au moins une douzaine de grèves de la faim collectives, 6 émeutes et une 10aine de tentatives de suicide. Pouvez-vous nous dire ce que vous avez fait depuis votre arrivée au poste de secrétaire d'Etat à l'immigration pour remédier à ces troubles continus ?

P Considérez-vous Monsieur le Ministre, que les actes de dégradation posés par les détenus sont des actes de vandalisme comme l'a déclaré Monsieur Rosemont ? Ne pensez-vous pas qu'ils revêtent un caractère politique ?

❓ Monsieur le Ministre, pouvez-vous nous rappeler les moyens dont disposent les détenus du centre pour se plaindre de violation de l'arrêté royal relatif aux centres fermés et aux règlements d'ordre intérieur du centre ? Devons-nous considérer que la Commission des plaintes remplit son rôle de manière effective et indépendante alors que selon la réglementation qui l'institue :

- vous établissez vous-même sa composition,
- les détenus n'ont que 5 jours à partir des faits pour introduire une plainte,
- les plaintes ne peuvent pas être introduites par les avocats des détenus,
- les plaintes doivent être déposées auprès du personnel du centre qui est généralement la cible des plaintes et a autorité sur les détenus ?

❓ Monsieur le Ministre, la manifestation du 20 février a été organisée par les associations Voix sans frontières et No Border. Connaissiez-vous les revendications de ces groupes que vous avez qualifiés d'extrême-gauche ? Savez-vous qu'ils prônent le respect des droits fondamentaux des étrangers et l'instauration de la libre circulation des personnes physiques, autrement dit, des valeurs libérales ?

❓ Monsieur le Ministre, vous avez très logiquement manifesté votre soutien au personnel du centre qui, selon vos termes, a dû faire face à une situation très difficile. Pour quelle raison n'avez-vous pas manifesté également votre soutien envers les détenus qui n'ont pas participé à l'émeute ? Considérez-vous que tous les détenus ont, d'une manière ou d'une autre, été impliqué dans événements du 20 février ?

❓ Enfin, Monsieur le Ministre, au regard de ce qui se passe à nouveau au centre 127 bis en ce début d'année, ne considérez-vous pas qu'il est temps pour vous d'abandonner le vocabulaire édulcoré qui fait des « détenus enfermés à expulser » des « résidents accueillis à rapatrier » ? Cela semble être en effet la première étape nécessaire si votre intention est bien - comme vous l'avez maintes fois répété - d'humaniser les centres fermés, dans la mesure où la détention et l'expulsion sont vécus par les détenus comme une effroyable injustice et que c'est ce sentiment qui est à l'évidence la cause des problèmes liés au fonctionnement des centres ?

Suite de l'émeute : Ahmed Bouazizi contre les cow-boys de l'Office des Etrangers

Ahmed Bouazizi était l'un des principaux instigateurs de l'émeute du 20 février au 127bis. Durant les troubles, il a été roué de coup par la police, ce qui lui a occasionné une entorse au genou. Le lendemain, il a été transféré au centre de Vottem. Faute de place, soi-disant, il a directement été placé en cellule d'isolement. Le 22 février, un employé de l'Office des étrangers est venu lui demander de signer un document stipulant son accord pour son renvoi vers Malte, pays par lequel il est entré en Europe. Ahmed a refusé. Il a ensuite été maintenu en isolement pendant dix jours, dans la plus complète illégalité. En effet, l'arrêté royal de 2002 relatif aux centres fermés établit que la durée maximale de l'isolement est de 24h avec possibilité de prolongement de deux fois 24h si le comportement de « l'occupant » rend impossible son intégration au sein du groupe. De plus, l'arrêté prévoit aussi que le directeur du centre ne peut décider de placer quelqu'un dans un local d'isolement qu'à la suite d'une agression physique, de vandalisme ou en cas d'infractions répétées. Bien entendu, seul le directeur du centre dans lequel se sont déroulés les faits peut décider d'infliger une telle punition. En arrivant à Vottem, Ahmed ne pouvait être sanctionné pour sa participation à l'émeute au 127bis (du moins, directement). C'est pourtant ce qui s'est passé. L'attitude du directeur de Vottem est révélatrice. L'isolement d'Ahmed a été justifié officiellement par un manque de place. Mais lorsque des membres d'une ONG ainsi qu'un militant ont tenté de rendre visite, leur demande a été refusée pour la raison précise qu'il se trouvait en détention isolée. Si cette dernière s'expliquait simplement par un problème pratique, le centre n'aurait jamais suspendu son droit de visite. Au vu de l'ensemble des événements, il semble parfaitement clair que c'est en représailles à son comportement au 127bis qu'Ahmed s'est vu administrer ce traitement violent et dégradant par les cow-boys de l'Office des étrangers. Pour protester contre son isolement, Ahmed a entamé une grève de la faim, avant de céder, quelques jours plus tard, et d'accepter sa reconduite vers Malte. A notre connaissance, aucune enquête n'est en cours...

PORTTRAITS

Voici quelques histoires, parmi tant d'autres, d'hommes et de femmes qui ont été enfermés au centre 127bis. Ces récits ont été rédigés sur base des entretiens avec les militants de la CRER depuis le 1er janvier 2011. Si vous désirez, vous aussi, rencontrer des personnes détenues afin de leur exprimer votre solidarité et de leur venir en aide, contactez-nous à l'adresse: visites127bis@gmail.com, ou par téléphone au : 0477/59.19.45

Pour leur protection et le respect de leur vie privée, les noms de certaines personnes ont été remplacés par des noms d'emprunt.

Rose, une étoile brisée

Rose n'a jamais eu de chance dans la vie. Née en novembre 1989 de père inconnu, Rose a grandi dans le bidonville de Kibera Slum aux abords de Nairobi, au Kenya. Sa mère s'est suicidée alors qu'elle n'avait encore que 13 ans. Rose a dû alors quitter l'école, à cette époque, pour s'occuper de son frère handicapé. Les choses n'ont fait qu'empirer par la suite. Rose se souvient : « en décembre 2007, des tensions ethniques ont éclaté. Mon quartier a été incendié. Dans le désordre, j'ai perdu mon frère. J'ai été obligée de partir pour un camp organisé par des ONG à Jamuhuri. J'y suis restée jusqu'à sa fermeture en février 2008. » Rose a vécu ensuite dans deux autres camps provisoires de déplacés où elle est restée 6 mois en tout. Elle y a été violée à plusieurs reprises.

Rose a fuit alors vers la ville côtière de Mombasa. Là, la chance lui a souri, un peu. Elle y a rencontré une jeune femme du nom de Sandira qui l'a hébergée et est devenue son amie. Quelques semaines plus tard, elle a fait la connaissance d'un Belge. John lui a proposé un travail comme bonne, chez lui, en Belgique. Rose a bien sûr accepté sans hésitation. Elle est arrivée à Bruxelles le 6 octobre



2008, manifestement sous un faux nom, par un vol direct de Nairobi. En compagnie de John, Rose croyait que son calvaire était enfin terminé. Mais il ne faisait que commencer. L'homme l'a séquestrée dans sa maison pour la prostituer. Elle était obligée de recevoir quatre à cinq « clients » par jour. Au bout du deuxième mois, l'un de ses « client » s'est attendri devant sa détresse et l'a aidée à s'enfuir. Il l'a déposée devant l'Office des étrangers où elle a demandé l'asile. Placée en centre ouvert, elle a porté plainte contre ce « John ». Mais la plainte a été classée sans suite, faute d'indices suffisants, Rose n'ayant pu fournir ni le véritable nom ni l'adresse de ce proxénète. En novembre 2009, la demande d'asile a été rejetée par les autorités belges. Elle a donc dû quitter le centre. Elle s'en est heureusement sortie en trouvant un petit travail au noir dans une école de la ville de Bruxelles.

Un jour, Rose reçoit une lettre. C'est Sandira qui lui écrit. Elle lui apprend que « John » est revenu à Mombassa et qu'il est à sa recherche. Il offre 2000 euros de récompense à celui qui la trouvera. Quelques temps plus tard, Rose reçoit un nouveau courrier, de la part du petit ami de Sandira cette fois. Il l'informe qu'elle a été kidnappée après avoir été harcelée pendant plusieurs jours et joint le constat de disparition dressé par la police kenyane. Sur base de ces documents, Rose décide d'introduire une nouvelle demande d'asile avec une documentation complète sur le trafic d'êtres humains qui sévit au Kenya et sur la passivité des autorités locales. Le 4 février dernier, lors de son dernier rendez-vous au CGRA, Rose est arrêtée et envoyée en centre fermé. Elle essuie un nouveau refus de sa demande d'asile au motif que les lettres qu'elle a reçues ne sont pas des preuves suffisantes dans la mesure où n'importe qui, au Kenya, aurait pu les écrire. Derrière des barreaux du 127 bis, Rose souffre, ne dort pas, elle a peur. Elle ressasse à chaque



seconde ses souvenirs de sa séquestration. le personnel du son expulsion



prochaine pour le Kenya, Rose tremble. Le mois dernier, Rose reçoit la visite de Payoke, une association de lutte contre le trafic d'êtres humains. Elle lui raconte son histoire et insiste sur le jour de son arrivée à Bruxelles : « *Je ne comprends pas comment il se fait que personne n'a pu retrouver ce « John » sur base du listing des passagers* », dira-t-elle. Mais Payoké ne l'aidera pas. L'association lui explique qu'elle travaille sur base des rapports de la police et que c'est aux victimes de lui fournir des preuves, sans quoi elle ne peut agir.

Pour Rose, il n'y plus qu'une chose à faire : résister coûte que coûte à toute tentative d'expulsion. Elle y est bien décidée. Mais le hasard fera, pour une fois, bien les choses. Après deux mois de détention, la Belgique n'a toujours pas obtenu de laissez-passer de la part de l'ambassade kenyane. L'Office des Etrangers la libère début avril, avec ordre de quitter le territoire. Aujourd'hui, Rose est seule, démunie. Elle voudrait reprendre des études secondaires et apprendre un métier pour s'installer en Belgique, ou ailleurs, tant que ce n'est pas le Kenya. Mais ces rêves ne sont pas à la portée d'une fille comme elle, sans papiers... Peu de gens en ce monde naissent sous une bonne étoile. Mais Rose le sait à présent, la fatalité n'y est pour rien. A chaque fois qu'une étoile meurt, elle est assassinée par quelqu'un. Si les temps s'annoncent encore durs, Rose est courageuse. Elle a espoir qu'un jour elle retrouvera une étoile qui la protégera.



Isaac Djiba

Le 19 janvier, lors de son expulsion vers la Suisse, Isaac Djiba, soudanais originaire du Darfour, s'est fait tabasser et insulter par les policiers qui l'escortaient. En larmes, terrorisé, Isaac a appelé Amin, l'un de ses codétenus au 127bis, pour le prévenir de la violence dont il venait de faire l'objet. Son portable lui a été confisqué alors qu'ils étaient en communication. Isaac a réussi à s'opposer à son expulsion. Sa résistance lui a valu deux mois de prison à Forest, après quoi il a été libéré avec ordre de quitter le territoire.

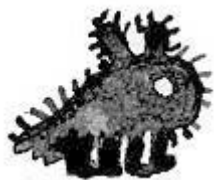
Albertine Manzeka Kueso : en transit au 127bis et au « Refuge »

De par sa nationalité, congolaise, Albertine fait partie de ces voyageurs suspects. Arrivée à Zaventem, en transit vers la République Tchèque où elle devait retrouver son cousin, la jeune célibataire a été arrêtée le 8 janvier et emmenée au 127bis alors qu'elle disposait d'un visa en bonne et due forme. Son renvoi vers Kinshasa était prévu le 3 février mais, par l'introduction d'une demande d'asile, elle a pu interrompre la procédure. Après l'émeute à Steenokkerzeel, le 20 février, elle a été transférée au « Refuge », le centre fermé de Bruges. « *Les conditions ici sont pires qu'au 127bis* », nous raconte-t-elle. « *A 22h, les policiers prennent les portables et ils ne les redonnent que le matin à 8h. Il y a 12 personnes par chambre, dans des lits superposés très proches les uns des autres. A 22 h, il faut se coucher et nous sommes obligés de nous lever à 7h le matin. Comme je pense beaucoup, je ne m'endors que très tard et je dors mal. Le médecin voulait me prescrire des somnifères, mais j'ai refusé. Alors je suis tout le temps fatiguée puisqu'il faut se lever tôt. Au 127bis, on pouvait se recoucher après la toilette, mais pas ici. (...) On est aussi obligé de sortir dehors pendant les heures, même si on ne veut pas. Je n'aime pas ça, parce qu'il fait froid ici !* » Début mars, l'avocat d'Albertine a pu débloquer la situation. Il a obtenu un nouveau visa pour la République Tchèque. Lors de notre dernière visite, la veille de son départ, Albertine nous a fait part de son écoeurlement : « *Je ne comprends pas pourquoi j'ai été attrapée à l'aéroport, jamais je n'arriverai à oublier ça !* ». Elle saura, désormais, ce que signifie le mot « accueil » pour les Européens... Au moment de se dire au revoir, Albertine s'est inquiétée de la situation de Maguy, une compatriote qu'elle avait aidée lorsqu'elle était au 127bis. Nous avons dû lui dire que, malgré nos efforts, notre mobilisation auprès du Ministre et à l'aéroport, Maguy avait été embarquée de force pour Kinshasa.

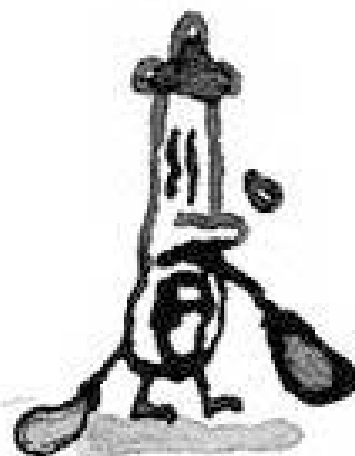


Ema et Tarik Parh: leur enfant ne naîtra pas au 127bis !

Heureux événement pour Ema et Tarik Parh, leur premier enfant ne naîtra pas en prison ! Début avril, la Chambre du Conseil a ordonné la remise en liberté du couple jordanien, la Belgique ne pouvant contraindre une femme enceinte à monter dans un avion passé le sixième mois de grossesse. Lors de notre visite, Monsieur Parh s'étonnait du manque total de considération de l'Office des étrangers en dépit de l'état de santé de son épouse: « *Nous avons demandé l'asile lorsque nous sommes descendus de l'avion fin janvier et on nous a tout de suite emmené ici, au 127bis. Pourtant, une autre dame enceinte et son mari, aussi demandeurs d'asile, ont été envoyés dans un centre ouvert, eux. Pourquoi pas nous ?* ». Les conditions de leur détention ont été



particulièrement pénibles pour Madame Parh. Son époux témoigne encore : « *On nous a dit que les femmes enceintes ont normalement un rendez-vous mensuel chez le gynécologue, mais ma femme on ne l'examine que si elle ne va pas bien. (...) Elle souffre de vertiges et de maux de tête, je pense que c'est à cause de la nourriture trop pauvre, et on n'a pas le droit d'acheter autre chose à manger. (...) Au centre, on n'a aucune intimité. Les gardiens entrent et sortent de la chambre comme ils le veulent.* » Si l'expérience du centre fermé est aujourd'hui derrière eux, Monsieur et Madame Parh vont devoir affronter une autre forme d'emprisonnement, moins humiliante sans doute, mais toute aussi réelle. En effet, la demande d'asile du couple jordanien a été rejetée pour insuffisance des preuves de persécution ; et dans la mesure où ils ne connaissent personne en Belgique, Monsieur et Madame Parh se retrouvent désormais à la rue. Une militante a généreusement proposé de les recueillir chez elle quelques jours. Egalement solidaire, un ex-détenu du 127bis s'est mis à la recherche d'un travail et d'un logement pour eux.



Sofian El Moussaoui:

une détention inutile

Sofian El Moussaoui a été libéré avec ordre de quitter le territoire après trois mois et demi de détention inutile au 127bis. Ce jeune homme originaire du Maroc habite en Belgique depuis bientôt 10 ans. Il est cuisinier de formation et travaillait jusqu'à son arrestation dans un restaurant à Anvers. Son patron a payé une partie de ses frais d'avocat en vue d'introduire une demande de régularisation fondée sur la promesse d'embauche qu'il a signée pour lui. Les demandes de régularisation n'ayant pas d'effet suspensif sur la procédure d'expulsion, l'avocat de Sofian n'a pas pu obtenir sa libération sur cette base devant le tribunal. C'est en raison du refus des autorités marocaines de délivrer une autorisation de rapatriement que Sofian a finalement été remis en liberté.



Une Europe des droits de l'homme ?

Pas pour Zaher !

Après avoir été menacé et battu par les talibans pour avoir collaboré avec la police, Zaher prend peur et quitte l'Afghanistan. Il passe en Iran puis en Turquie où il reste 5 mois. Début 2010, il tente de passer vers l'Autriche avec deux autres personnes, en se cachant dans un camion. Le véhicule tombe malheureusement en panne en Hongrie. Les clandestins sont arrêtés et tabassés à plusieurs reprises. Zaher est enfermé 6 mois à la prison de Nyirbator. Les conditions de détention y sont si effroyables que 17 réfugiés signent ensemble un appel au Pape dénonçant leur traitement. Un consul afghan, en poste à Vienne, rend visite à Zaher. Il lui signale qu'un rapport vient d'être rédigé sur les mauvais traitements infligés aux ressortissants afghans. Il lui conseille de quitter la Hongrie, à sa sortie, et de tout faire pour éviter d'y revenir, les Hongrois ayant déclaré leur intention de renvoyer tous les ressortissants afghans illégaux. Zaher sort de prison au mois d'août. Il se rend en Autriche puis atteint la Belgique où il demande asile. Il passe quelques jours dans un

centre ouvert puis est convoqué au commissariat et envoyé au 127bis. Une expulsion vers la Hongrie est programmée sur base du Règlement Dublin II qui prévoit que le pays d'Europe qui a enregistré le premier la présence de l'étranger est responsable du traitement de sa demande d'asile. Au mois de décembre, Zaher s'oppose à la première tentative d'expulsion. Il est ramené au centre sans heurt. Le 13 janvier, après une nuit passée au cachot -en vue de briser sa résistance- Zaher est trainé pieds et poings liés à l'aéroport. Il se débat, il est étranglé, reçoit des coups de matraques sur la tête et sur son sexe. Dans l'avion, il se débat de plus belle, il hurle, ce qui contraint le commandant de bord à réclamer son débarquement. Dès son retour au 127bis, un militant de la CRER lui rend visite : *« Zaher m'a raconté comment ils l'ont tabassé. Il a des bleus sur les jambes et d'autres traces sur le corps. Il dit avoir des difficultés pour avaler. Il a vu le médecin mais, comme d'habitude, il ne lui donne que des antidouleurs. Comme il en prenait déjà beaucoup pour supporter les séquelles de ce qu'il a subi en Afghanistan et en Hongrie, maintenant, il en est à seize cachets par jour. Zaher a pleuré pendant tout notre entretien, il est complètement désespéré. »* Zaher a été libéré au mois de mars, après quatre mois de détention. Il semblerait que la Belgique ait tiré les enseignements de sa condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme du 21 janvier 2011. Au terme de cet arrêt, la Cour a proclamé que les Etats européens ne peuvent plus se contenter d'appliquer automatiquement le Règlement Dublin II. Ils doivent à présent s'assurer que les procédures et les conditions de détention sont respectueuses des droits de l'homme...ce qui n'est à l'évidence pas le cas en Hongrie.



Le cas Toure Kemo :

un scandale qu'il faut dénoncer !

En décembre 2010, Amélie, une visiteuse de la CRER, rencontre Toure Kemo, 24 ans, au centre fermé du 127bis. Il est Ivoirien. Il a fui les violences dont son ethnie est la cible. Quand il arrive, le 17 septembre 2010, à l'aéroport de Bruxelles National, il demande l'asile à la Belgique. Après 3 semaines de détention au centre 127 de l'aéroport, il est transféré au centre fermé 127bis, dernière étape avant l'éloignement vu que sa demande d'asile a été rapidement refusée par le CGRA. Trois tentatives d'expulsion violente se succèdent. Mais le pire est encore à venir. Le vendredi 14 janvier, on veut l'embarquer de force et sans laissez-passer sur un vol SN Brussels Airlines à destination de la Côte d'Ivoire. Pour Toure Kemo, Abidjan, c'est la mort assurée. Alors, même menotté, il se rebelle. Les policiers ne se font pas prier pour répliquer. « Pour se défendre », diront-ils sans rougir ...

Ensuite, c'est le black out le plus complet. Les fonctionnaires du 127bis confirment à Amélie que la tentative d'expulsion « s'est mal passée ». Puis les contradictions s'enchaînent sur son retour ou non au 127 bis. Or un étranger qui refuse une expulsion doit être ramené à son centre de rétention, y subir un examen médical et recevoir un nouvel écrou, ce qui remet les compteurs à zéro pour une nouvelle durée de détention. Les agents gouvernementaux n'ont pas respecté la loi mais qui va les inquiéter ? De leur côté, la police de l'aéroport et l'Office des Etrangers sont aux abonnés absents. Est-il admissible que, dans un Etat de droit, des avocats et des élus politiques se voient refuser l'accès à l'information sur la localisation d'une personne arrêtée ? Ni les uns ni les autres n'ont

Merci Sami : exemple de solidarité!

La CRER remercie Sami, détenu-ressource et ami, pour les précieuses informations qu'il nous a transmises et qui nous ont permis de renforcer notre connaissance des faits qui se sont déroulés au centre ces derniers mois, en particulier les grèves de la faim et l'émeute du 20 février. Grâce à lui nous avons aussi pu entrer en contact et rendre visite à bon nombre de prisonniers. Merci Sami pour la solidarité incroyable dont tu as fait preuve envers les camarades avec qui tu as partagé ta souffrance. Nous te souhaitons le meilleur retour à la liberté possible, tu peux compter sur nous, comme nous avons pu compter sur toi !



eu réponse sur l'endroit où se trouvait Toure Kemo entre le 14 janvier au soir et le 17 janvier.

Enfin, le lundi 17 janvier, c'est à la prison de Forest qu'on retrouve Toure Kemo. Il est inculpé de coups et blessures sur agents. Une condamnation est à venir, ce qui ne présage rien de bon pour l'avenir. Le refus du CGRA d'accorder l'asile à Toure Kemo fait fi des circonstances dramatiques qu'il a invoquées et qui, au vu des événements récents en Côte d'Ivoire, prouvent, s'il le fallait encore, que des conflits inter-ethniques existent bel et bien dans le pays depuis plus de 10 ans. Alors, le devoir d'accorder protection aux étrangers qui risquent des persécutions en cas de retour dans leur pays d'origine n'est-il que lettre morte, une bannière brandie pour afficher des valeurs qu'on n'applique pas ? Depuis son arrivée en Belgique, Toure Kemo n'aura eu pour horizon que barreaux et menottes : en centres fermés et en prison. Welcome to Belgium !



Ibrahim : de la non violence à la rage

Ibrahim, Palestinien pacifiste, a dû fuir pour demander l'asile. Il a 27 ans, et il en avait 24 quand il a reçu des menaces de la part de groupes d'extrémistes. En arrivant en Europe, il voulait s'inscrire à un Master et trouver un travail dans le domaine des organisations de Jeunesse et de la résolution des conflits. Mais ces 3 dernières années, il les a passées d'un centre de rétention à l'autre : 4 centres ouverts, fermés, et de transit ; deux pays : refusé, expulsé, repris et abandonné. Deux pays, où la justice ne devrait pas porter ce nom : En tant que Palestinien, Ibrahim n'a pas le droit d'être expulsé en Palestine car l'Etat d'Israël refuse d'octroyer des laissez-passer aux Palestiniens. Alors quelle solution ? L'emprisonner dans un centre fermé, comme beaucoup d'autres, sans lui laisser la moindre lueur d'espoir sur un futur acceptable, laissant sa santé mentale et physique se détériorer jour après jour, ne lui épargnant aucun traitement dégradant ou humiliant ?

Des exemples ? Suite à l'émeute au 127 bis, il est transféré sans aucune explication dans un autre centre où il passe 2 jours au cachot, sans aucun contact avec l'extérieur. On essaie de le joindre, sans succès. On nous dit que les GSM ont été confisqués pendant le transfert et qu'ils n'ont pas

encore été récupérés par les détenus transférés. Beau mensonge. Une autre fois, sans aucun préavis, on le somme de prendre ses affaires et on l'emmène à l'aéroport d'où il serait expulsé le lendemain. Sans attendre la décision finale du tribunal sur son sort, lui refusant même la possibilité d'appeler son avocat. Il a donc passé une journée dans le centre fermé de l'aéroport, sans eau, sans GSM alors que celui-ci ne peut être retiré au détenu, en principe, que durant son transfert en voiture. Heureusement, averti par la CRER, son avocat indigné a pu bloquer à temps la tentative d'expulsion. Et on appelle ces agissements « Justice »..?

Pour Ibrahim, l'Europe c'était la terre des droits. Il pensait que fuyant une situation de menace pour sa vie, il avait le droit de recevoir protection. Il voulait mettre son expertise de pacifiste palestinien au service d'organisations militant pour la résolution des conflits. Les centres fermés et la politique d'asile menée par les pays européens ont brisé net tous ses espoirs. Et qui plus est, les énergies positives et le pacifisme initial de ce jeune Palestinien ont fait place à une rancœur et à une rage incommensurable envers le système et les citoyens qui le cautionnent. Beaux dégâts.

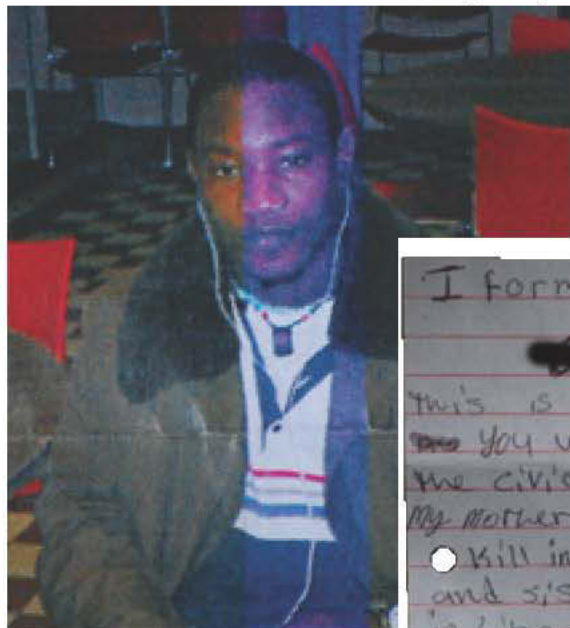
Tom du Libéria

Le Libéria est l'un des pires endroits de la planète. Petit pays d'Afrique de l'ouest de 3 millions d'âmes, un tiers de celles-ci réside dans les bidons-villes de la capitale, Monrovia. 85% de la population vit avec moins de 1\$ par jour et la moitié avec moins d'0.5\$. L'espérance de vie avoisine les 40 ans. En 2004, les hôpitaux et la médecine publique ne comptait plus que 40 médecins, alors que, par exemple, à Monrovia, plus de 20% des habitants sont HIV positif. Depuis plus de 20 ans, la guerre civile fait rage. Bilan de ces années de combat : 250.000 morts, dont la moitié de civils, et plus d'un tiers de la population déplacé au moins une fois. C'est dans ce paysage d'horreur que Tom est né en 1990. Ses parents, son frère et sa sœur ont été tués par des rebelles 13 ans plus tard. Encore enfant,

Tom a donc fui en Guinée, où il a vécu dans les pires conditions pendant 7 ans. Fin 2009, des massacres ont eu lieu dans le quartier où il vivait. En compagnie de trois amis d'infortune, il a alors décidé de risquer le tout pour le tout et



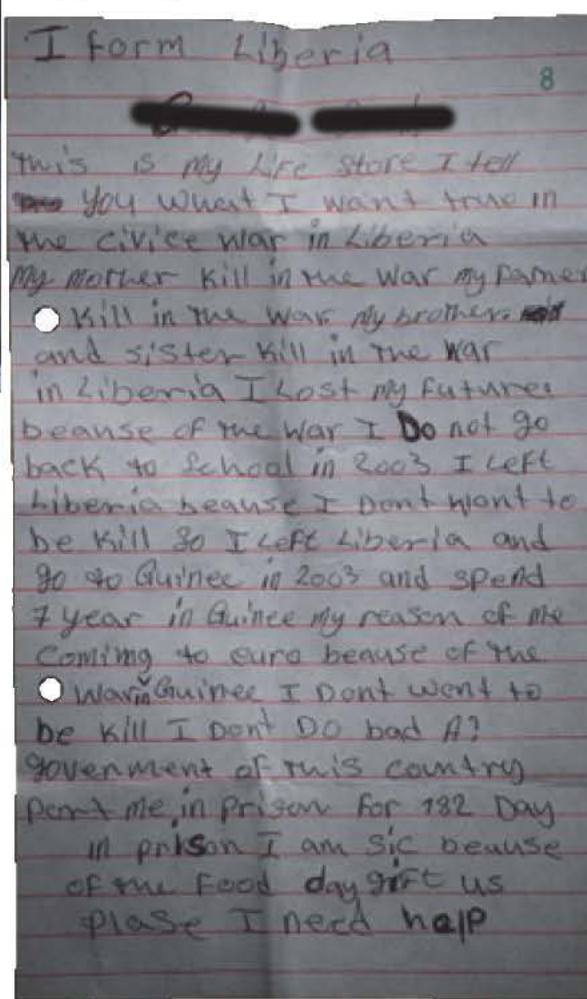
d'embarquer pour l'Europe. Une nuit, ils se sont glissés dans la cale d'un cargo sans en connaître la destination. Le froid, la faim et l'eau de mer ont malmenés le petit équipage clandestin. Deux d'entre eux sont morts pendant le voyage. Anvers : voilà où le destin a voulu conduire Tom. Dès son arrivée, il a demandé asile. Mais n'ayant pas la



moindre preuve de son passé, les autorités belges ont refusé de voir en lui un réfugié. Fin 2010, après un passage au centre de Merksplas, Tom est conduit au 127bis. L'Office des Etrangers prépare son renvoi au Libéria. Il obtient l'autorisation nécessaire auprès du consulat. Tom résiste à la première tentative d'expulsion. Il parvient à s'opposer aussi à la seconde, mais à la troisième tentative, la détermination du jeune homme succombe sous les coups des policiers qui l'escortent. Tom est anéanti. Pendant le vol, sa vie défile devant ses yeux. Il retrace dans sa tête son parcours, tous les risques qu'il a pris, pour finalement en arriver là. Mais à la douane libérienne, l'improbable se produit. Les militaires ne le laissent pas quitter la zone de transit. Ils déclarent aux policiers belges que le laissez-passer n'est pas valable parce que, pour eux, Tom n'est pas libérien ! L'escorte est contrainte de le ramener en Belgique. Au retour, l'Office des étrangers est vexé. Bien que dans l'impossibilité

d'expulser Tom, il décide malgré tout de le garder en centre, au mépris de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Le juge ordonne alors sa libération mais l'Office s'acharne, et fait appel. Tom restera encore trois semaines sous écrou avant de repasser devant le tribunal et qu'on lui rende enfin sa liberté, après huit mois d'enfermement... avec ordre de quitter le territoire, bien entendu. Bien que psychologiquement atteint par ses dures années d'existence, Tom ressent aujourd'hui un extraordinaire soulagement. Il est sans papiers, sans rien, dans un pays totalement inconnu, c'est vrai mais, pour la première fois de sa vie, il se sent en sécurité.

La confusion des autorités libériennes autour de la nationalité de Tom lui a sauvé la mise. Si, dans son cas, elle s'est produite involontairement, bon nombre d'étrangers dans des situations similaires entretiennent sciemment le flou sur leur nationalité auprès des autorités belges. Cette stratégie est bien connue, elle a pour but d'empêcher que l'administration n'obtienne l'autorisation de rapatriement. Il ne fait pas de doute qu'elle permet, à de nombreux immigrés d'enrayer le processus d'expulsion. Le risque est que cette technique porte préjudice à leur procédure



d'asile. Mais, dans de nombreux cas, il faut reconnaître que le calcul n'est pas mauvais car, d'une part, il est généralement plus crucial pour les immigrés d'éviter l'expulsion que d'obtenir un titre de séjour, d'autre part, que vous veniez du Libéria ou d'ailleurs, en Europe, bien peu de gens sont reconnus réfugiés. (Exemple: moins de 20% de reconnaissance pour les afghans, un des dix pays les plus pauvres au monde avec le Libéria.)

SOINS MEDICAUX : TEMOIGNAGES

D'une seule voix, les détenus du 127bis continuent de manifester leur profond mécontentement au sujet des soins médicaux. L'impossibilité d'obtenir une consultation rapidement, le manque d'écoute de la part des médecins et l'administration, « à la légère », d'antidouleurs, d'anxiolytiques et de somnifères sont les critiques qui reviennent le plus fréquemment. En vrac, quelques commentaires recueillis en ce début 2011:

Disponibilité des médecins : Ni l'arrêté royal sur les centres fermés ni le règlement d'ordre intérieur du 127bis ne fixe un nombre d'heures minimum pour les consultations. Le premier de ces textes indique seulement que le directeur du centre veille à ce que le médecin soit régulièrement disponible, tandis que le second prévoit que des consultations ont lieu « presque chaque jour soit le matin, soit l'après-midi ». En pratique, deux généralistes se relayent du lundi au jeudi pour recevoir les détenus entre 13h et 15h. Il faut s'inscrire sur une liste et attendre d'être appelé pour la visite dans les jours qui suivent.

« Personne ne se sent vraiment bien ici, tout le monde est stressé et angoissé à cause des expulsions. Alors tout le monde dort mal et a mal au ventre, et on veut tous voir le médecin. Mais il n'est pas tout le temps là, donc il faut attendre longtemps. Certains attendent parfois plus d'une semaine avant d'avoir un rendez-vous. »

« Quand les médecins ne sont pas là, c'est parfois le dentiste qui nous prescrit des antidouleurs, par exemple pour les maux de dos ou d'estomac. »

Ecoute des médecins : D'après une majorité des détenus, les médecins sont blasés d'écouter toujours les mêmes histoires. Dans la plupart des cas, selon eux, les détenus souffrent uniquement de stress lié à leur détention.

« Quand je lui explique mes problèmes, il ne me regarde même pas. Il griffonne dans un carnet sans rien dire et, quand j'ai terminé, il finit toujours par me prescrire les mêmes antidouleurs. »

« Mon ventre me fait très mal, je n'arrive plus à manger. Je pense que c'est de l'acidité mais le médecin ne fait rien, il ne m'ausculte même pas ! »

« Moi, j'ai très mal aux dents. Mais les médicaments qu'on nous donne, ici, ce n'est même pas la peine de

Ouvrez la bouche et dites "ADN"...



<http://t1.gstatic.com/images>

les prendre, parce qu'ils ne servent à rien. »

Pourcentage élevé de malades : De nombreux détenus souffrent de problèmes de santé antérieurs à leur détention. Après sa visite au centre 127bis, le 31 janvier dernier, la députée fédérale Zoé Genot nous a donné une partie d'explication à laquelle on pense rarement :

« Il est fréquent que des personnes arrivent illégalement sur le territoire dans l'espoir d'y trouver des soins médicaux inexistants dans leur pays. Il existe même des filières d'immigration clandestine de ce type. Au centre, il y a pour l'instant 5 Arméniens qui ont suivi l'une de ces filières. Ils sont mal en point. »

Opération après expulsion : ces derniers mois nous avons pu répertorier au moins trois cas de personnes qui, de l'avis des médecins, doivent être opérées mais qui ne le sont pas en raison du fait que l'opération n'est pas urgente et qu'elle pourra être faite après l'expulsion. Bien sûr, il n'est pas tenu compte du prix de l'intervention dans le pays d'origine ni des capacités financières de la personne concernée.

« Je souffre d'une hernie, ça me gêne pour marcher, et la douleur m'empêche de dormir. Ils m'ont finalement conduit à l'hôpital vendredi pour voir un spécialiste.

A la lecture du rapport, le docteur du centre, Emilia Hendrich, a dit que je ne serai pas opéré vu que ma vie n'est pas en danger de mort. »

Soins et autorité : Le personnel du centre abuse régulièrement de son autorité dans un sens préjudiciable à la santé des détenus :

« Ma femme a de gros problèmes gynécologiques et souffre terriblement. Elle n'arrivait presque pas à marcher ni à rester couchée. Elle ne peut plus dormir. Elle a enfin vu un gynécologue, il y a 6 jours. Elle devait aller à l'hôpital aujourd'hui pour faire un scanner. Après l'avoir fouillée et engueulée parce qu'elle avait oublié la clé de son armoire dans sa poche, le chauffeur de la camionnette et 3 autres gardiens ont exigé qu'elle retire ses chaussures pour aller à l'hôpital. Elle a refusé de partir pieds nus et n'a donc pas été conduite au scanner. Elle ne sait pas quand elle pourra y aller. »

« La dernière fois, je suis arrivé quelques minutes en retard à la pharmacie et l'infirmière n'a pas voulu me donner mes médicaments. »

Anxiolytiques et somnifères :

« Les gardiens nous bourrent de calmants pour être sûr qu'on soit comme des légumes et qu'on se laisse expulser. »

« On est obligé de prendre nos médicaments devant les gardiens. Mais, les plus rusés font semblant ! »

« La distribution de médicaments est très effective. Ils nous donnent beaucoup de Seroquel. » (Le Seroquel est un neuroleptique, généralement utilisé dans le cas de psychose, notamment pour la schizophrénie. Il est aussi prescrit en cas de troubles bipolaires -maniaco dépression- ou d'état dépressif.)



DES DETAILS (?)

Rien à voir dehors

Bien que la législation incite le centre à faire appel à des associations pour développer des activités récréatives, les distractions sont rares et pathétiques, de l'avis des détenus. Du coup, ils comprennent encore moins pourquoi on ne les laisse sortir qu'une fois par jour. Il est aussi troublant de noter que certains détenus se plaignent de ne pouvoir aller dehors qu'une heure par jour, alors que l'arrêté royal sur les centres fermés prévoit en son article 82 que « chaque occupant a droit à deux heures de promenade au minimum par jour ». Ce n'est que par mesure d'ordre que la durée de promenade peut être limitée. (Ce qui est systématiquement le cas lorsqu'il y a une manifestation) Mais, « en tout état de cause, l'occupant doit toujours avoir la possibilité de se promener une heure », dit l'arrêté. L'exception semble être devenue la règle. L'ordre du centre serait-il continuellement menacé?

Un accident malheureux

Mi-février, un accident grave est survenu au centre. Un jeune homme arménien a été victime d'un traumatisme crânien suite à une chute violente alors qu'il descendait des escaliers les mains menottées. Il aurait perdu complètement la mémoire et a été hospitalisé en urgence. Sa femme, enceinte de 4 mois, a été maintenue à Steenokkerzeel.

Assistance sociale...à l'expulsion

Les détenus considèrent le plus souvent que les assistants sociaux sont corrects avec eux, parfois aimables. Toutefois, beaucoup leur reprochent un sérieux manque de disponibilité et de coopération. De plus, les détenus ne sont pas dupes sur les missions du personnel social. Ils savent que leurs supérieurs attendent d'eux qu'ils incitent activement les étrangers à accepter la procédure dite de « retour volontaire » ou, au moins, à ne pas s'opposer physiquement à leur expulsion. Ce qui fait dire à Michel : « *Moi, les assistants sociaux, je les fréquente pas !* ».

Cours de langue pour expulsés

On se demande bien à quoi pense la direction du 127 bis en proposant des cours de langue à ses futurs expulsés. Quelle motivation peuvent bien avoir des personnes pour apprendre une nouvelle langue quand leur vie est sur le point de basculer et qu'elles ne savent même pas si cette langue leur servira un jour ? Selon Hamad, « *les cours durent moins d'une heure et ont lieu une fois par semaine, mais presque personne n'y va. L'état mental des gens ne leur permet pas de se concentrer pour étudier quelque chose.* » Mais peut-être les cours sont-ils donnés en prévision d'une possible libération ? Ce n'est pas ce que pense cet autre détenu : « *au cours d'anglais, on nous fait écrire des phrases d'exercice du type « je vais à l'aéroport » ou « Je vais être expulsé vers tel pays ».* ».

Les lapins du centre fermé

Les détenus critiquent unanimement la nourriture qui leur est servie au centre. Ils ne trouvent jamais de qualificatifs assez durs : « très mauvaise », « très pauvre », « infecte », « horrible », « immangeable », etc. L'un d'eux, ne plaisantait qu'à moitié en nous disant : « Les repas, ...c'est pas croyable ! De la laitue tous les jours ... Ils nous prennent pour des lapins ! »... Il est vrai que la machine des centres fermés, à bien des égards, fait nettement penser à un élevage moderne de lapins.

101 RAISONS DE CONDAMNER LES CENTRES FERMÉS

1. Les détenus en centre fermé n'ont commis aucun crime ni délit, pas même une contravention.
2. Les centres fermés ont notamment été créés pour désengorger les prisons.
3. L'organisation des centres est similaire à celle des prisons.
4. Le gouvernement a développé les centres en réponse à la montée de l'extrême droite.
5. Le choix des personnes détenues est totalement arbitraire et ne repose sur aucun critère légalement établi.
6. La remise en liberté des détenus est totalement aléatoire et ne repose sur aucun critère établi.
7. L'enfermement et l'expulsion des étrangers dépendent en partie des disponibilités de places en centre fermé.
8. Le recours aux centres dépend aujourd'hui de quotas d'expulsions fixés à l'avance.
9. La durée de détention en centre est illimitée dans les faits.
10. Les étrangers restent plus longtemps enfermés que certains délinquants récidivistes en prison.

11. Dans les centres sont mélangés femmes enceintes, dépressifs, malades, ados de 18 ans, etc.
12. Les malades et les personnes souffrant de troubles psychiques ne sont pas séparés des autres détenus.
13. Les couples mariés sont souvent séparés pendant leur détention.
14. En 2002, l'Etat belge a enfermé, toute seule pendant 2 mois, une fillette congolaise de 5 ans avant de l'expulser.
15. La possibilité d'enfermer des enfants existe toujours dans la loi.
16. Certaines familles avec enfants sont toujours enfermées pour des raisons pratiques.
17. La police arrête des gens en pyjama ainsi que sur leur lieu de travail.
18. La police rafle régulièrement des groupes de sans papiers pour remplir les centres.
19. Des personnes sont enfermées sans ordre de quitter le territoire préalable.
20. Des personnes et des familles ayant vécu plus de 10 ans en Belgique sont enfermées et expulsées.

21. Le régime de détention implique la suspension des droits fondamentaux et n'a jamais fait l'objet d'une loi.
22. L'usage des centres n'a pas cessé de se banaliser depuis 30 ans en Belgique et partout en Europe.
23. En pratique, il n'y a aucune mesure alternative pour procéder à l'expulsion. (ex : surveillance à domicile)
24. Les centres ont été construits entre 88 et 99 alors que la réglementation n'est entrée en vigueur qu'en 2002.
25. Aucune réglementation n'encadrerait les centres 127 et INAD jusqu'en 2009.
26. Après 23 ans, le gouvernement n'a toujours pas remplacé le centre 127 conçu pour 4 ans.
27. Une discrimination a lieu entre les demandeurs d'asile placés en détention et ceux placés en centres ouverts.
28. Les centres font passer les demandeurs d'asile pour des sans papiers.
29. Les règles de la directive « accueil » applicables aux réfugiés ne sont pas respectées en centre fermé.
30. Les centres font passer les sans papiers pour des criminels.

31. La rédaction des règlements d'ordre intérieur des centres est infantilissante voire humiliante.
32. Les usages du centre ne sont pas expliqués aux nouveaux arrivants dans une langue qu'ils comprennent.

- 33. L'assistance juridique est inexistante en centre fermé.
- 34. Les détenus ne pouvaient recevoir la visite de leur famille en privé jusqu'en 2009.
- 35. Les détenus n'ont pas le droit de communiquer librement avec l'extérieur.
- 36. La presse n'a pas accès aux centres fermés.
- 37. Les centres ne répondent pas aux exigences légales de transparence administrative.
- 38. Les transferts d'un centre à l'autre sont opérés sans considération pour les intérêts des détenus.
- 39. Il n'existe pas de contrôle judiciaire de l'enfermement, ni des conditions, ni des raisons de fond.
- 40. La commission des plaintes est inopérante.

- 41. Dans les centres, la vie privée et l'intimité n'existent pas.
- 42. Les personnes sont constamment surveillées et fouillées.
- 43. Les détenus portent un numéro de matricule par lequel ils sont souvent appelés.
- 44. Le personnel de sécurité se divise en 2 groupes, gentils et méchants, pour casser la résistance des détenus.
- 45. Les blagues racistes et les injures sont monnaie courante de la part du personnel.
- 46. Des mesures punitives sévères sont souvent prises arbitrairement.
- 47. Les installations sanitaires et les espaces de vie ne sont pas correctement entretenus.
- 48. Aucun accès à l'air libre n'est autorisé au centre INAD.
- 49. Pour seule distraction, des jeux et ateliers infantilisants sont proposés aux détenus.
- 50. La gestion des centres en Europe est de plus en plus confiée à des sociétés privées.

- 51. Le personnel médical ne respecte souvent pas la déontologie de leur profession.
- 52. L'aide psychologique est fournie par ceux qui sont chargés de persuader les détenus d'accepter leur expulsion.
- 53. De puissants neuroleptiques sont régulièrement administrés pour rendre les détenus dociles.
- 54. En 2010, contre les avis des médecins, fût maintenue enfermée une jeune femme sidéenne en phase terminale.
- 55. Les tentatives de suicide et les automutilations sont fréquentes dans les centres fermés.
- 56. La prévention des suicides se fait par l'isolement décidé sans avis médical.
- 57. Les détenus sont envoyés au cachot avant leur expulsion pour les isoler des autres détenus.
- 58. Une violence psychique est exercée en maintenant les détenus dans l'ignorance de leur sort.
- 59. La violence est quotidienne lors des expulsions : coups, menottes, bâillon, saucissonnage, couches culottes...
- 60. Certaines personnes sont mortes en centre dans des circonstances restées obscures.

- 61. Ceux qui s'opposent aux centres et aux expulsions sont menacés de poursuites judiciaires.
- 62. Une circulaire «délation» a été rédigée par A. Turtelboom pour alimenter les centres fermés.
- 63. L'Office des étrangers piège certains détenus en les invitant à se présenter pour compléter leur dossier.
- 64. L'Office ne respecte pas les ordres de libération prononcés par les tribunaux.
- 65. Les voies de recours contre les décisions d'expulsion ne sont pas suspensives et donc souvent inutiles.
- 66. Les détenus sont expulsés sans que leurs biens ne leur soient expédiés gratuitement.
- 67. Une personne en centre coûte mensuellement à l'Etat 33% de plus qu'une personne au chômage.

68. L'Etat dépense au moins 13 millions d'euros par an pour le fonctionnement des centres.
69. L'Office des étrangers exploite la pauvreté des détenus mis au travail pour limiter le coût des centres.
70. Pour l'Etat belge, les frais d'expulsion s'élèvent à plusieurs millions d'euros chaque année.

71. Des ressortissants de l'Union européenne sont quotidiennement enfermés dans les centres.
72. On enferme des gens qu'on sait ne pas pouvoir expulser parce que le pays d'origine s'y oppose.
73. En 2007, le CDH soutenait un moratoire sur les expulsions. En 2010, M. Wathelet appuie le renvoi par charters.
74. L'Etat régularise quelques « bons » sans papiers pour mieux expulser tous les « mauvais ».
75. Le concept d'intégration est utilisé pour fonder une compétition déloyale entre les sans papiers.
76. La notion d'immigration choisie est utilisée pour laisser croire en la capacité de maîtrise des flux migratoires.
77. Le gouvernement utilise un vocabulaire édulcoré pour masquer la violence de la machine à expulser.
78. L'idée d'immigration choisie est avancée pour justifier la politique des centres fermés et des expulsions.
79. Le gouvernement se sert du concept d'humanisation des centres pour légitimer leur l'existence.
80. L'Europe autorise les Etats à étendre la durée de détention à 1 an et demi.

81. La Belgique expulse vers des pays officiellement en guerre, comme l'Irak par exemple.
82. En 2010, le gouvernement a rapatrié à Kaboul un afghan assassiné peu après par les talibans qu'il fuyait.
83. Des personnes qui fuient des pays dévastés par l'emprise économique européenne sont enfermées.
84. On enferme des personnes qui fuient un environnement asséché par l'activité industrielle du Nord.
85. On expulse des personnes qui ont fui un régime que le gouvernement belge condamne publiquement.
86. Les gouvernements enferment des personnes en provenance de dictatures militaires qu'ils soutiennent.
87. L'Europe conditionne l'aide au développement à la création de nouveaux centres à l'extérieur de ses frontières.
88. La Belgique enferme les Congolais sans avoir jamais discuté sa responsabilité historique.
89. Les causes de l'immigration n'influencent à aucun moment la politique de détention/expulsion.
90. Les centres fermés attisent la haine de l'occident.

91. L'Europe impose au monde la libre circulation des entreprises et refuse la libre circulation des travailleurs.
92. Les gouvernements dénaturent le concept de démocratie pour justifier les centres et les expulsions.
93. La fonction des centres est de rassurer un électorat xénophobe et de décourager les migrants.
94. Les centres n'ont aucune influence sur la volonté des migrants et sont incapables de réguler l'immigration.
95. La détention en centre est une peine dissimulée en mesure administrative.
96. La conséquence des centres est de renforcer irrationnellement le sentiment d'insécurité.
97. Le régime des centres a été mis sur pied à des fins électorales.
98. Les centres servent à créer un bouc-émissaire, l'étranger, tentative désespérée pour unir la population.
99. Les détenus sont nos voisins et amis.
100. Pour SEMIRA...

101. LES CENTRES FERMÉS SONT LA MISÈRE DU MONDE !

Faites des visites au 127bis

Depuis plusieurs années, les membres de la CRER défendent activement les droits des réfugiés et des sans-papiers.

Nous luttons avant tout pour la fermeture des centres fermés où sont détenus, chaque année, plus de 8000 personnes qui n'ont commis aucun délit !

A ce titre, nous organisons des visites individuelles aux détenus du centre 127bis situé à Steenokkerzeel afin de leur venir en aide et de dénoncer les conditions d'enfermement.

Nous sommes constamment à la recherche de nouveaux bénévoles pour assurer la régularité de ces visites et de notre information sur les centres, véritables prisons cachées au public !

Si, comme nous, enfermer des innocents vous révolte, rejoignez notre groupe de visiteurs en nous contactant à l'adresse suivante : **visites127bis@gmail.com**

Merci pour votre solidarité,



[coordination contre les Rafles et les Expulsions et pour la Régularisation]

33 rue de Dublin, 1050 Ixelles

Tel.: 0474 08 85 35

@ : coord100papiers@hotmail.com

Site internet : <http://regularisation.canalblog.com/>

Travailleurs sans papiers : <http://1maimanif.canalblog.com/>

Réseaux Parrainage : <http://parrainage127bis.canablog.com>

Soutien au n° Triodos : 523 - 0801898 - 74

« Les carnets noirs des centres fermés » est une revue consacrée à la politique migratoire et aux centres de rapatriement pour étrangers produite par la CRER (Coordination contre les rafles, les expulsions et pour la régularisation). C'est un outil de sensibilisation à l'incohérence et à l'insuffisance de l'action publique en matière de migration. »

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Marion Englert
Thomas Evrard
Ann Laure Degive
Maryvonne Maes
Aline Martin
Mateo Cordier
Oscar Flores
Jeanne Depireux
Céline Schaar
Ariella de Gennaro
Brigitte Gaiffe
Simon Blackley

Graphisme et mise en page:

Denis Diagre

Image de couverture :

Titom

Dessins:

Liberman Paris www.libermanparis.com

Site internet CRER:

<http://regularisation.canalblog.com/>

Travailleurs sans papiers :

<http://1maimanif.canalblog.com/>

Réseaux Parrainage :

<http://parrainage127bis.canablog.com/>